



Critique Socialiste
Numéro 25
Avril - mai - juin 1976
Pages 28 à 45

PORTUGAL : crise économique et stratégie révolutionnaire

Yves BAROU

Des débats sur le Portugal, il faut reconnaître que la dimension économique des problèmes a été largement oubliée. La gauche, et l'extrême-gauche d'ailleurs se sont complues et limitées dans les débats idéologiques. Pourtant s'interroger sur la stratégie révolutionnaire d'un point de vue marxiste oblige à analyser de près les contradictions qui naissent au niveau de l'infrastructure économique et se traduisent dans les rapports entre les classes sociales. Il ne s'agit pas bien sûr de regarder les choses d'un point de vue gestionnaire comme le fait par exemple Gilles Martinet (1), qui tirait des événements deux conclusions, l'une technocratique (il faut préparer dès maintenant un plan intérimaire) et l'autre populiste (il faut tenir compte de l'initiative des masses) en se gardant bien de les relier l'une à l'autre, et pronostiquait « l'approche de l'effondrement économique ». Peut-on parler ainsi du processus révolutionnaire portugais comme d'une entreprise qui ayant été mal gérée courrait à la faillite ? Cette argumentation qui justifiait à l'avance le récent virage à droite, outre qu'elle est inexacte (elle oublie la situation de crise mondiale comme l'héritage du régime fasciste), est typiquement gestionnaire au moment où la question du socialisme est posée. Le rejet d'une telle conception gestionnaire, économiste et finalement a-historique conduit plutôt à lier, au travers des problèmes économiques, les questions de la prise du pouvoir (à tous les niveaux) et de la construction du socialisme. C'est ce que nous tenterons de faire après avoir décrit la situation de l'économie portugaise avant le 25 avril 1974 et l'évolution de celle-ci depuis deux ans.

I — AVANT LE 25 AVRIL 1974 : UN DEVELOPPEMENT DEPENDANT

La situation particulière du Portugal (ni pays impérialiste dominant ni pays exploité et dominé) oblige en effet à préciser l'analyse ; il y a bien

(1) *Nouvel Observateur*, n° 564, septembre 1975 : « Et si le Portugal était la France ».



eu au Portugal un développement industriel depuis la guerre : le P.N.B. a ainsi augmenté depuis 1960 d'environ 6 % par an (soit 1,5 % pour l'agriculture, 9,1 % pour l'industrie et 5,9 % pour le tertiaire). En fait, malgré l'exploitation forcenée des colonies, le processus d'accumulation interne a été un échec et le Portugal se situe aujourd'hui du côté des pays dépendants. Les quelques éléments qui suivent visent à situer cette dépendance et ainsi à éclairer les contradictions qui ont pu être à l'origine de la « révolution des œillets ».

a) *Ce qu'on peut lire au travers de la balance des paiements*

La balance des paiements avec l'étranger d'une part et avec les colonies d'autre part permet de situer la situation particulière de l'économie portugaise.

• *La balance avec l'étranger : un pays soumis aux impérialismes dominants*

L'évolution récente de la balance des paiements avec l'étranger a été la suivante :

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Solde commercial	— 210	— 300	— 340	— 330	— 380	— 390	— 520	— 640	— 670	— 900
Opérations invisibles	100	170	300	360	340	430	540	800	1020	1280
Capitaux à long terme	100	60	110	120	110	10	20	80	30	— 50
privés								80	70	— 30
publics								0	— 40	— 20
Capitaux à court terme	40	50	— 10	— 10	— 30	— 70	— 10	10	— 130	— 10
Balance des transactions	— 20	— 20	60	140	40	— 20	30	250	250	320

(millions de dollars)

Cette structure s'est sensiblement modifiée depuis 10 ans : le déficit commercial s'est fortement accru, mais en raison de l'excédent croissant enregistré au titre des opérations invisibles, le déficit de la balance courante a fait place à un excédent. Comment interpréter une telle situation ? Lorsqu'une économie capitaliste se développe, elle exporte des marchandises parce que cela lui est nécessaire (recherche de débouchés) et possible (les produits sont compétitifs) ; lorsqu'elle arrive au stade impérialiste elle exporte massivement des capitaux afin de profiter de taux de profit plus élevés. Dans le premier cas apparaît un excédent commercial (par exemple l'Angleterre au XIX^e siècle) et dans le second un déficit des capitaux. La coexistence d'un excédent commercial et d'un déficit des capitaux est l'une des caractéristiques d'un impérialisme dominant (U.S.A. de 1945 à 1970). Or, la situation du Portugal est exactement l'inverse. Le déficit commercial reflète la situation de pays pauvre et arriéré qui doit importer des marchandises en quantité croissante sans pouvoir offrir en retour des produits suffisamment compétitifs. Le poste « capitaux à long terme » prend en compte



les investissements étrangers effectués au Portugal dont l'importance reflète et aggrave la situation de dépendance. Le Portugal accepte une intervention croissante de capitaux étrangers dans son économie, capitaux qui s'investissent dans des secteurs immédiatement rentables : spéculation commerciale ou immobilière, usines modernes coupées du reste de l'économie et ne lui fournissant ni emplois ni débouchés...

Le poste « opérations invisibles » recouvre essentiellement les recettes touristiques et les envois de fonds des travailleurs immigrés (170 millions de dollars pour les premiers et 630 pour les seconds en 1971). Les fonds envoyés par les immigrés traduisent bien l'état de sous-développement d'un pays incapable de fournir des emplois à ses propres travailleurs parce que l'économie s'est bloquée, réduit à jouer le rôle de réservoir de main-d'œuvre à bas prix pour les pays industriels.

La balance avec les colonies : un impérialisme aux abois

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Solde commercial	50	70	50	80	90	80	70	20	80	170
Opérations invisibles	60	40	20	50	30	70	30	0	60	0
Capitaux à long terme	-50	-10	0	-30	-20	-30	-20	-20	-160	-90
privés								-5	-10	-5
publics								-16	-150	-85
Capitaux à court terme	8	1	-4	-20	6	1	-3	-6	-7	+5
Balance des transactions	60	100	70	80	110	120	80	-10	-30	+80

(millions de dollars)

Cette structure est exactement inverse de la précédente : le Portugal exporte dans ses colonies à la fois des marchandises et des capitaux. Les opérations invisibles proviennent cette fois des colons aisés qui mettent leur argent dans les coffres-forts de la capitale. L'excédent commercial portugais n'est nullement le signe de produits plus compétitifs, d'une supériorité économique réelle. Il l'obtient en vendant de force et au-dessus des prix du marché mondial. L'examen des mouvements de capitaux à long terme montre bien qu'il s'agit d'un impérialisme sur la défensive : les capitaux envoyés dans les colonies ne sont nullement des investissements rentables. Il s'agit de capitaux publics nécessaires pour réaliser les infrastructures à but stratégique ou mettre en valeur certaines matières premières utilisées dans la métropole. La plupart des capitalistes portugais n'ont pas intérêt à investir dans les colonies...

b) Le poids croissant de la guerre

Sous la pression des luttes de libération nationale les dépenses militaires se sont accrues très rapidement à partir de 1967. L'accroissement va être considérable puisque la part de celles-ci dans les dépenses totales de l'Etat



va passer en quelques années de 30 % à 50 % (plus de 15 milliards d'Escudos en 1972). Cela va remettre en cause la politique budgétaire, qui était traditionnellement prudente. Ainsi en 1961 pour éviter l'apparition d'un déficit budgétaire trop important, le gouvernement décide de relever massivement les impôts, en particulier les impôts sur les biens de consommation. L'année suivante ce sera le blocage des investissements publics. Et comme les dépenses militaires ne vont cesser de croître, la marge de manœuvre du gouvernement ne cessera de se réduire.

Dans la majorité des cas, un budget excédentaire qui devient déficitaire exerce un effet expansionniste sur l'économie : or, au Portugal, il n'en a rien été. Pourquoi ? D'un côté, l'accroissement des ressources a freiné l'expansion économique par le biais des impôts et de la consommation, tout en détournant, du fait de l'emprunt intérieur, une fraction de l'épargne vers les dépenses militaires. De l'autre côté, l'accroissement des dépenses n'a exercé aucun effet d'entraînement sur l'économie parce qu'elles étaient effectuées en dehors de cette économie, alors même que la part des investissements publics était réduite (investissements d'infrastructure notamment). Le déséquilibre grandissant sans la croissance a accru de plus la dépendance vis-à-vis des impérialismes dominants ; ce sont eux qui permettent d'équilibrer le budget en souscrivant les emprunts extérieurs ; ce sont eux qui effectuent les investissements que ne peuvent réaliser ni les pouvoirs publics (qui orientent leurs dépenses vers la guerre) ni le secteur privé (dont les ressources sont amputées par les impôts et les emprunts extérieurs). Ainsi cherchant à accroître sa domination sur les colonies pour préserver son économie propre, le Portugal a dû se donner des moyens qui remettent en cause cette économie. La lutte impérialiste sans cesse plus coûteuse et la soumission aux impérialismes dominants se renforcent et s'entraînent ainsi mutuellement.

c) La nature du développement

A partir de 1960 la pénétration des capitaux étrangers s'est accélérée (principalement en provenance des Etats-Unis jusqu'en 1972, puis surtout en provenance de l'Allemagne et de l'Angleterre). Malgré la présence de groupes économiques portugais, l'industrialisation va être marquée par la dépendance extérieure. Le Portugal va jouer le rôle qui lui sera assigné dans le cadre de la division internationale du travail : développement des industries à technologie inférieure et à faible productivité. Aussi même les investissements faits par la bourgeoisie nationale refléteront cette dépendance. Le tout sera évidemment orchestré par l'Etat,

« LES TRUSTS FRANÇAIS AU PORTUGAL

« Les principaux investissements français ont été effectués dans les secteurs suivants : banques (Crédit Lyonnais), assurances (U.A.P., G.A.N., Préservatrice), industrie (Air Liquide, Alstom, Citroën, Re-



nault, Cil, Alcatel, St Gobain...), mines (Borralha) et travaux publics Fougerolle (groupe SCREG). L'usine de ferro-manganèse construite par le groupe P.U.K. entrera bientôt en fonction. Ce sera le plus important des investissements français industriels. Il faut aussi signaler que Pennarroya a proposé au gouvernement portugais de participer à l'exploitation des gisements de pyrite d'Aljustrel.

« Après avoir signalé les difficultés dans certaines entreprises (le directeur d'Air Liquide s'est vu interdire pendant plusieurs semaines l'entrée de son bureau, l'usine de Pleignaje du groupe Segard est contrainte de payer le personnel alors que l'activité est quasi nulle...) le conseiller commercial à Lisbonne concluait en mai dernier :

« Dans la situation présente, nos compatriotes, qui doivent faire face à de multiples difficultés, sont pour la plupart pessimistes. Des départs ont lieu, d'autres sont envisagés. Les exhortations officielles à l'effort et à la discipline n'ont jusqu'ici guère été suivies d'effets. Seule une vigoureuse reprise en mains de l'appareil productif et l'amélioration du climat social permettraient de faire revenir la confiance. Dans cette attente, s'il convient de continuer les opérations en cours et d'appliquer une politique commerciale dynamique, on ne peut que conseiller aux éventuels investisseurs la plus grande prudence. »

Portugal Information n° 1

qui apportera son aide au moyen de constructions d'infrastructures et d'encadrements législatifs aussi bien pour garantir les marchés (protection tarifaire, conditionnement industriel), que pour abaisser les prix de revient (procédé de fixation des salaires par les « syndicats » corporatifs...).

Dans le même temps l'immigration s'est accélérée pour en arriver à impliquer le quart de la population active. Au total malgré l'austérité qui était imposée, de nombreux travailleurs devaient s'expatrier et la dépendance — en particulier commerciale — s'accroissait.

d) *A la veille du 25 avril...*

Ce type de développement a conduit à multiplier les contradictions :

— dépendance vis-à-vis des pays impérialistes mais aussi interdépendance au niveau économique avec les anciennes colonies ;

— maintien de structures agraires archaïques (grandes propriétés latifundiaires au Sud, petites et moyennes exploitations familiales au Nord). Les rendements sont en particulier très bas : ainsi en 1973 pour le blé le rendement à l'hectare était de 9,8 quintaux, c'est-à-dire trois fois moins que pour la moyenne de l'Europe. Le Portugal dépend de l'extérieur pour son approvisionnement alimentaire ;

— si le capital est très centralisé (168 sociétés sur 40 000, soit 0,4 %,



détiennent plus de 53 % du capital total), les entreprises sont peu concentrées, sous-équipées et semi-artisanales: 75 % des entreprises occupent moins de 5 travailleurs.

Fin 1973 l'économie portugaise va alors être touchée de plein fouet par la hausse des prix de l'énergie et par la crise économique mondiale ; l'inflation va s'accélérer très fortement à partir de la mi-1973 ; au début 1974 l'emploi et le solde commercial vont à leur tour être atteints. Ces difficultés expliquent en partie la montée des luttes ouvrières : entre janvier et avril 1974 il y a eu plus de 50 grèves par semaine d'après les statistiques du ministère de l'industrie. Ces difficultés vont aussi peser sur les contradictions internes à la bourgeoisie. La bourgeoisie intérieure (en particulier la bourgeoisie monopoliste) prenait en effet depuis un certain temps ses distances avec le régime auquel elle reproche de trop soutenir le capital étranger. Prête à payer le prix d'un appui populaire, elle va jouer la carte de la démocratisation. Comme le montre Poulantzas (2), pour le Portugal, la Grèce et l'Espagne, il s'est progressivement dégagé une convergence conjoncturelle et tactique des intérêts de la bourgeoisie intérieure, d'une part, de ceux de la classe ouvrière et des masses populaires, d'autre part, avec pour objectif le remplacement de ces régimes par des régimes « démocratiques ».

II — L'EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE AU COURS DU PROCESSUS

a) Une première manière d'appréhender cette évolution consiste à analyser les quelques séries *statistiques disponibles* (en se souvenant et en tenant compte de la mauvaise qualité de l'appareil statistique portugais : évaluation extrêmement grossière du chômage, pas d'indice de la production industrielle, indice des prix variant énormément d'une ville à l'autre...).

La production aurait augmenté de + 4 % en 1974 et reculé de — 6 % en 1975. Il faut noter que le recul de 1975 n'apparaît pas catastrophique par rapport aux pays capitalistes : il reflète pour une bonne part la crise mondiale du capitalisme. Il n'y a donc pas eu de véritable chaos dans l'économie comme on a voulu parfois le faire croire. Au niveau de l'agriculture il y a même une sensible progression de la production : ainsi pour le blé grâce à la réforme agraire les surfaces cultivées n'ont pas baissé (462 000 hectares pour la récolte 1975 contre 442 000 en 1974 et 480 000 en 1973) et les rendements ont nettement progressé (13,7 quintaux à l'hectare pour la récolte 1975 contre 12,1 en 1974 et 9,8 en 1973). Ainsi l'économie a continué à fonctionner sur sa lancée sans investissements nouveaux et en recourant massivement au crédit bancaire. Par contre dans le même temps, la situation de l'emploi s'est dégradée plus massivement : sans compter les réfugiés d'Angola. Le seuil des 400 000 chômeurs, c'est-à-dire 12 % de la population

(2) Nicos Poulantzas : *La crise des Dictatures*, Maspero, 1974.



active a été atteint à la fin 1975 alors qu'en avril 1975 il n'y en avait que 250 000 (et 200 000 en avril 1974). Les licenciements ne sont responsables que d'une faible partie de cet accroissement, du fait des réglementations sévères introduites contre les licenciements collectifs. Ce sont les retours des immigrés des pays européens touchés par la crise et surtout le coup d'arrêt donné à l'immigration dans ces pays qui expliquent pour une large part cette augmentation.

Le processus politique des deux dernières années se lit très clairement dans l'évolution des salaires réels des travailleurs de l'industrie et des transports. Pendant les derniers mois du régime fasciste, l'inflation était très forte (+ 37,1 % en rythme annuel au cours des six derniers mois pour les prix à la consommation de Lisbonne) et de ce fait le pouvoir d'achat diminuait. Après le 25 avril, tout va s'inverser : au travers des mouvements revendicatifs, en particulier au second trimestre, de fortes hausses salariales sont arrachées ; l'introduction en mai d'un salaire minimum mensuel pour les travailleurs de l'industrie va entraîner beaucoup de relèvements de salaires ; le contrôle des prix va être efficace et ramener l'inflation à environ 15 % ; au total les gains de pouvoir d'achat vont être considérables en particulier au 2^e et au 3^e trimestre 1974.

Alors que les loyers étaient bloqués et même révisés en baisse, les produits alimentaires augmentaient rapidement ; entre le premier trimestre 1974 et le premier trimestre 1975, alors que l'indice global augmentait de 16,5 %, les produits alimentaires augmentaient de 32,2 % et les loyers baissaient de 28,1 % !

L'éventail des salaires s'est nettement réduit mais il faut noter que les travailleurs ruraux ont moins profité de ce mouvement de redistribution.

Les difficultés les plus grandes proviennent des échanges extérieurs : nécessité d'importer beaucoup, en particulier des produits agricoles, détérioration des termes de l'échange, baisse du tourisme et des envois de fonds des immigrés. Le déficit de la balance des paiements a été de 655 millions de dollars en 1974 (soit 17 milliards d'Escudos) et de plus d'un milliard de dollars en 1975 ; les réserves sont passées de 69,2 milliards d'Escudos fin 1973 à 53,6 milliards d'Escudos fin 1974 et à 20 milliards d'Escudos environ fin 1975. Les devises sont épuisées ; il reste maintenant le stock d'or. C'est ce calcul qui permettait au P.S.P. de dire, pendant l'été 1975, que les réserves ne correspondaient plus qu'à une année de déficit. En toute mauvaise foi d'ailleurs puisque ces chiffres comptabilisent l'or au prix officiel alors que celui-ci pourrait être vendu beaucoup plus cher et donner ainsi à l'économie un répit de deux ans environ.

b) Au-delà de cette description statistique, il faut caractériser les diverses périodes du processus.

1. 25 avril 1974 — 11 mars 1975 : la démocratisation

Du fait des contradictions internes à la bourgeoisie analysées plus haut et de la maturation politique dans l'armée, le régime fasciste va être détruit



sans qu'une véritable alliance de classe ne se réalise. Les adversaires de la décolonisation étant écartés, après l'été, une grande partie de la bourgeoisie intérieure continue de fait à soutenir le processus. Ainsi dans une interview au *Monde* le 17 décembre 1974, le Dr Cobral membre de la Commission exécutive de la Confédération des Industriels portugais (40 000 entreprises) se déclare partisan de la démocratisation et de l'amélioration relative des conditions de vie de la classe ouvrière, attaque certains capitaux étrangers et pose le problème de la reconversion des P.M.E. héritées de l'ancien régime et de son protectionnisme.

Dans cette période un certain nombre de mesures de démocratisation vont être prises : introduction d'un salaire minimum national en mai de 4 000 Escudos (soit 800 F environ), blocage des salaires, allocation chômage de 3 mois, blocage des prix et des loyers. C'était aussi le sens du programme économique de Melo Antunes de février 1975 qui comportait en plus des mesures d'austérité. Ce plan rejetait les nationalisations. Ses réponses à la crise étaient : entrée dans l'Europe capitaliste, recours au financement extérieur, austérité... Ce programme, même pas antimonopoliste, consacrait un rapport de forces où la bourgeoisie restait en bonne position.

Pourtant, et l'analyse des conflits sociaux après le 25 avril le confirme, la mobilisation des travailleurs comptait de plus en plus. Il n'y a pas eu d'accalmie dans la lutte des classes qui a connu deux temps fort importants : mai-juin 1974 et janvier-mars 1975. En mai-juin 1974 ce qui est mis le plus souvent en avant c'est la revendication salariale (en particulier la revendication d'un salaire minimum) ; la forme de lutte la plus fréquente est la grève générale ; la décomposition politique du régime antérieur libère les tensions sociales jusqu'alors contenues. A partir de ce premier temps fort une maturation politique s'opère au travers des luttes : les organisations populaires se développent et affirment leur spécificité ; l'intersyndicale et les partis s'organisent. Les classes dominantes s'avèrent incapables d'intégrer les revendications les plus importantes des travailleurs. Le second temps fort des luttes (janvier-mars 1975) sera en conséquence qualitativement différent : ce qui est mis en avant est désormais directement politique : nationalisation de certains secteurs de l'industrie et des banques, assainissement de l'appareil d'Etat... Les formes de lutte deviennent plus actives : occupations des locaux par les travailleurs, réduction des cadences, contrôle de la production... Au total il y a donc eu un passage de la simple revendication économique à un mouvement politique où la question du pouvoir est posée. Cela permet de comprendre l'accélération de l'évolution politique après le coup d'Etat manqué du 11 mars 1975.

2. 11 mars 1975 — Été 1975 : des mesures de rupture avec le capitalisme prises sous la pression de la mobilisation populaire

A la suite du 11 mars, la pression du pouvoir populaire va encore s'accroître : l'exercice du contrôle ouvrier s'étend dans l'industrie ; l'autogestion est utilisée comme arme défensive dans les secteurs les plus menacés comme le textile ou quand le patron s'est enfui ; dans le Sud les ouvriers



agricoles occupent les grandes propriétés. Le IV^e gouvernement provisoire va alors prendre une série de mesures importantes : nationalisation du système bancaire (le 15 mars 1975) et progressivement de la majorité de l'économie (assurances, électricité, raffinerie de pétrole, sidérurgie, mécanique, construction navale, cimenterie, certaines industries alimentaires, tabacs...) ; une réforme agraire va pour le Sud organiser des coopératives. Il ne s'agit pas en fait d'un plan cohérent décidé par le gouvernement (qui n'a de toute façon guère d'unité !). Les mesures sont prises sous la pression de la base : les commissions de travailleurs viennent faire avaliser leurs décisions au ministère de l'industrie qui est submergé quotidiennement. C'est durant cette période qu'un certain nombre de questions concernant la transition au socialisme ont été soulevées. Nous y reviendrons par la suite pour les analyser, et montrer les ambiguïtés et les retards inhérents à cette période.

3. Après l'Eté 1975 : vers la normalisation...

L'indéfinition politique de la période précédente, le manque de structuration d'une alliance de classe vont permettre aux « modérés » de s'installer en septembre au gouvernement. Pendant tout l'Eté le P.S.P. avait fait campagne sur le thème « l'économie court à la faillite, nous sommes les meilleurs gestionnaires ». Pourtant pendant les trois mois de septembre à décembre, l'inaction la plus grande a été observée ; la paralysie du pouvoir a été plus grande encore qu'avant l'été ; aucune tentative de planification, de réorientation de l'économie à moyen terme n'a été réalisée. Pour répondre aux difficultés, ils n'ont maintenant qu'une seule réponse : l'austérité pour tous.

Dans ce cadre, et après avoir remis de l'ordre dans l'armée, le gouvernement a pris fin décembre une série de mesures (3) : emprunt national (de plus de trois milliards de francs), impôts supplémentaires, économies d'énergie et surtout blocage des salaires au moment où apparaissent de fortes hausses de prix. Par ailleurs le gouvernement prépare un code des investissements étrangers en vue de mieux les attirer. Enfin le Ministre du Commerce extérieur s'engage à aider les industries exportatrices en assurant notamment la couverture des risques provenant des variations de change et des augmentations de coût de production entre la date du contrat et celle des paiements. D'autres mesures (4) allant dans le même sens sont aussi en préparation : indemnisation des petits et moyens actionnaires dont les parts ont été nationalisées, stricte surveillance étatique et arrêt des crédits aux administrations qui n'obéissent pas aux ordres supérieurs, en particulier dans le bâtiment et l'agriculture, réactivation du marché financier et fin du contrôle exercé par les employés de banques, inconvertibilité de l'Escudos, limitation du pouvoir d'intervention des organes de travailleurs pour restaurer la confiance et réactiver l'investissement, promotion de l'immigration vers les pays amis... Le projet est clair : diminuer la consommation de tous et augmenter la

(3) Cf. *Le Monde* du 23 décembre 1975.

(4) Cf. *L'Expresso* du 6 décembre 1975.



production de tous... Il s'agit en fin de compte de restaurer l'ordre et de tourner le dos aux acquis de la révolution.

La réalisation d'un tel plan va probablement peser sur les contradictions de la coalition au pouvoir, et signifie en tout cas l'échec de la tentative de Melo Antunes et de la gauche du P.S.P. Aujourd'hui c'est la droite qui a le vent en poupe. Le P.S.P. n'aura-t-il servi, comme beaucoup le prévoyaient depuis longtemps, que de marchepied à la droite ?

De plus un tel plan va se heurter à des contradictions profondes qui risquent de rendre difficile une mise en œuvre progressive et insidieuse. Par rapport aux gains de pouvoir d'achat enregistrés en 1974 et à la stabilisation de 1975, c'est un recul qui est envisagé. Cette austérité pour tous, dans un contexte de remise en cause des autres acquis de la révolution, ne sera pas facilement acceptée comme le montrent les manifestations de travailleurs de l'Automne dernier, même si comme partout on utilise l'arme indirecte de l'inflation. Il sera encore plus difficile de justifier la volte-face qui consiste à tenter de promouvoir de nouveau l'immigration, quitte à se lier encore davantage à l'étranger, et les remises en cause des pratiques de contrôle ouvrier dans l'économie.

Mais pour normaliser la situation il faudra inévitablement ainsi remettre en cause la réforme agraire et certaines nationalisations. C'est là que résidera la difficulté principale pour la droite portugaise. Ces mesures ne pourront pas en effet se faire en douceur et sans affrontements. C'est certainement par rapport à ces enjeux économiques que se noueront les prochaines échéances politiques, échéances que les travailleurs aborderont sans nul doute dans des conditions défavorables.

c) A ce stade une comparaison rapide s'impose avec le processus suivi au niveau économique il y a quelques années au *Chili*. Un certain nombre de points communs ne peuvent que frapper : au Chili aussi en 1971 et 1972 le pouvoir d'achat augmente très rapidement. Pourtant en 1973, du fait de l'inflation, les revenus réels retombent plus bas qu'en 1970 ! Dans les deux cas apparaît un déficit de la balance des paiements qui va faire progressivement fondre les réserves et qui va soumettre le pays aux diktats des prêteurs étrangers. Dans les deux cas le surplus de consommation va de pair avec une chute de l'investissement qui compromet le développement futur de l'économie. Mais au simple niveau économique des différences importantes doivent aussi être notées : les ruptures ont eu une ampleur plus grande au Portugal ; de 1971 à 1973 les économies capitalistes sont en croissance et plutôt dans une situation de plein emploi ; en 1974 et 1975 par contre la crise est mondiale et le Portugal n'est pas à l'écart ; les déséquilibres économiques, en particulier l'inflation, ont été moins importants au Portugal qu'au Chili.

Au-delà des situations politiques très différentes, ces deux exemples posent aux forces révolutionnaires une série de questions qui surgissent dans la sphère économique.



III — LES QUESTIONS POSEES A UNE STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE

a) L'encerclement économique

Manquant de matières premières (pétrole, coton, minerais de fer...) comme de biens qui nécessitent une technologie avancée, le Portugal dépend de l'extérieur et d'abord de l'Europe avec qui il réalise les 3/4 de ses échanges. A un blocus trop voyant qui aurait suscité des remous dans l'opinion publique, les gouvernements européens ont préféré un boycott discret mais important, spécialement efficace d'ailleurs dans le secteur des biens alimentaires : ainsi la R.F.A. a boycotté activement le vin de Porto, prétextant que l'alcool qui était utilisé était synthétique ; le fait est exact mais il faut savoir que l'alcool naturel a été abandonné depuis plusieurs années à la demande des importateurs étrangers qui souhaitent baisser le prix d'achat pour réaliser des surprofits. Le résultat fut dramatique ; les exportations ont chuté de 40 % et les stocks atteignaient fin août, à la veille de la récolte, 2 millions d'hectolitres alors que 300 000 personnes vivent directement ou indirectement de cette activité.

La chute des ventes a été aussi importante pour les conserves et le concentré de tomates, production essentielle pour le Sud, que la C.E.E. a dédaigné au profit des tomates marocaines, grecques ou italiennes. De plus, agissant sur les importations, par exemple en raccourcissant les délais de paiements exigés ou en retardant les envois de pièces détachées (comme l'a fait la firme allemande Bosch), le boycott visait aussi à provoquer des pénuries, en particulier au niveau des céréales pour lesquelles la dépendance est forte : en 1973-1974 alors que la production de blé était de 468 000 tonnes, les importations représentaient 343 000 tonnes dont 206 000 en provenance des U.S.A. et 106 000 de la C.E.E. Depuis quelques années d'ailleurs, ceux-ci utilisent au maximum l'arme du blé, cloisonnant les marchés, contrôlant prix et quantités vendues. Il faut ajouter le refus de certaines multinationales comme ITT de payer les salaires, la non-attribution de certains crédits, et surtout l'importante fuite des capitaux. Celle-ci a été insuffisamment combattue puisque les mesures sont venues en août 1975, c'est-à-dire beaucoup trop tard et cela malgré les tentatives de contrôle exercé par les employés de banques.

Il faut souligner que des difficultés sont venues pour une bonne part de l'Angleterre et de l'Allemagne, c'est-à-dire des « amis de Soarès ». A posteriori, les manœuvres du P.S.P. sont très claires : accord à l'extérieur pour organiser le boycott, opposition alarmiste sur les réserves. Le virage à droite souhaité étant obtenu, Mario Soarès pouvait déclarer le 14 septembre dernier : « Les conditions pour l'aide économique de l'Europe sont maintenant réunies. » Il faut croire que ces garanties de pluralisme et de stabilité sont encore insuffisantes puisque les crédits se font attendre...

Après le Chili et le Portugal il faut s'interroger sur les conditions de désengagement des dépendances extérieures. Il faut souligner cependant dans



le cas du Portugal l'absence de réelle politique étrangère. Une clarification aurait été pourtant nécessaire pour trouver de nouveaux partenaires commerciaux et réorienter l'économie. Il est évidemment possible de transformer le modèle de consommation, d'importer moins, comme ont tenté de le provoquer les surtaxes à l'importation introduites en juillet (+ 20 ou 30 % pour 45 % des produits) ; mais l'autarcie est impossible. Pour ceux qui voulaient diminuer la dépendance vis-à-vis de l'Europe et qui songeaient à terme à une réorientation vers les pays méditerranéens, s'est posé le problème difficile de la transition, transition que les pays de l'Est n'ont pas cherché à faciliter. Privilégiant la détente en Europe, l'U.R.S.S. (ne parlons pas de la Chine...) n'a effectué que peu d'achats. Il y a toutefois une exception importante : un accord portant sur la construction navale avec la Pologne pourrait entraîner, si les chantiers navals portugais répondent aux conditions de délais et de prix, une commande de 60 navires.

Ainsi dès les premiers mois d'un processus révolutionnaire se pose la question de l'encerclement économique. Ce serait vrai pour n'importe quel pays en particulier en Europe.

b) *Quels mécanismes de cohérence ? Contrôlés par qui ?*

En plus des nationalisations, l'Etat a été amené pour garantir l'emploi à prendre des participations minoritaires ou à accorder des prêts à de nombreuses entreprises. Ainsi, que ce soit pour contrôler un secteur stratégique, pour éviter une faillite et des licenciements ou pour remplacer un patron en fuite, celui-ci a dû intervenir et nommer des administrateurs contrôlés par les commissions ouvrières. Plus généralement les transferts de propriété ont été considérables en quelques mois : les 2/3 environ du capital productif, la moitié du sol, une part importante des logements. De plus la part des profits dans le revenu national est passée de 50 % sous Salazar et Caetano (contre environ 20 % dans les pays capitalistes) à zéro maintenant. A travers tout cela, il y a eu une effective brisure : les mécanismes de l'accumulation capitaliste n'ont plus fonctionné. Dans ces conditions il est vain de pleurer sur le manque d'investissements ou sur le sabotage local, qui ne sont que la conséquence nécessaire du processus révolutionnaire, qui, expropriant la bourgeoisie, brise les mécanismes d'exploitation et de concurrence. Le vrai problème est plutôt de substituer d'autres centres de décision, d'autres mécanismes de cohérence qui soient cette fois sous le contrôle des travailleurs.

Localement, il est vrai, les organisations populaires ont pris des initiatives sans attendre de directives gouvernementales. Ainsi dans le textile, à la Sogantal en particulier, les travailleurs se sont organisés collectivement pour produire en autogestion ; ceux-ci ont même proposé au ministère de l'industrie un plan de reconversion du secteur. A Lisbonne les travailleurs des usines pétrolières ont réclamé la fusion des quatre entreprises du secteur. Dans une usine de montage d'automobiles de luxe (Mavauto) les travailleurs orientent la reconversion vers le montage des frigidaires pour mettre le potentiel de l'entreprise au service des besoins les plus essentiels. Cette réorientation était d'autant plus nécessaire que les augmentations de pouvoir d'achat



de 1974 avaient créé une demande qui ne pouvait jusqu'alors qu'être satisfaite par les importations. Ailleurs les travailleurs exercent un contrôle sur les prix (entreprise de margarine...).

Mais le IV^e gouvernement provisoire n'a pas pu intégrer ses volontés de transformation dans le cadre d'un plan cohérent. Des contradictions, des retards et des incohérences n'ont pu être corrigés : ainsi dans le Sud la réorientation de la production vers le blé ou les haricots au détriment des chênes-lièges ou des tomates a été insuffisante, les coopératives ne faisant pas automatiquement des choix correspondants aux priorités nationales ; les banques nationalisées se sont trouvées paralysées faute d'une restructuration et d'une définition de nouveaux critères d'octroi des crédits. La défense des intérêts corporatistes d'une entreprise ou d'une branche n'a pas non plus toujours été évitée.

Quand les capitalistes sont expropriés, une gestion capitaliste n'est plus possible (sauf à revenir totalement en arrière en remettant en cause les acquis comme c'est le cas aujourd'hui). Comment articuler planification centrale (à supposer qu'on puisse la mettre en place) et marché ? ; en cas de risque de pénurie, faut-il recourir au rationnement ou intervenir sur les prix ? Le flou politique et le manque de transformation de l'appareil d'Etat sont à l'origine de la carence de réponses du pouvoir central à un moment où une politique active et cohérente était nécessaire.

Ce qui est en cause, en définitive, c'est bien la question de la nature du pouvoir d'Etat dans la période du double pouvoir. A un moment où les organisations que se donnent les travailleurs sont encore naissantes (la centralisation prématurée des commissions populaires aurait été la porte ouverte à toutes les manipulations...) et où la démocratie parlementaire se trouve en retard sur la réalité du processus se pose en effet à toutes les forces du mouvement ouvrier la question d'un pouvoir d'Etat à même de contribuer au développement du pouvoir populaire. Un double mouvement est alors nécessaire : une épuration et une transformation radicale de l'appareil d'Etat (ce qui a été loin d'être le cas au Portugal puisque dans la plupart des ministères par exemple on a simplement réalisé des rotations d'effectifs sans la moindre restructuration) ; par ailleurs sont nécessaires des structures sectorielles pour analyser les besoins, planifier la production et assurer sa distribution. C'est à partir d'une confédération de ces contre-pouvoirs naissants que peuvent être élaborées de nouvelles structures étatiques, indispensables à la poursuite de la lutte. Tout cela devrait être précisé mais est essentiel pour l'articulation entre les enjeux économiques immédiats (c'est aussi à travers eux qu'il s'agit de démontrer l'intérêt et la force du socialisme) et la mobilisation populaire. Au Portugal, en tout cas, faute d'alliances, d'unité d'action et d'un projet commun entre les forces du mouvement ouvrier, une opportunité historique n'a pas été saisie.

Quelques réflexions de Joao Cravinho et de Martins Pereira, respectivement Ministre et Secrétaire d'Etat à l'industrie dans le IV^e gouvernement :

Cravinho : « Les nationalisations n'ont été ni brutales, ni excessives. Leur importance a été nettement surévaluée, à droite comme à gauche. L'ennui



est qu'elles ont servi à peu de chose, elles ne sont pas devenues un instrument de politique économique de réorganisation du secteur privé. Pour les utiliser de cette façon, il aurait fallu un projet global qui manquait. Même après le 28 septembre 1974, nous ne nous sommes pas libérés du folklore, des plans indicatifs. Les appeler socialisants, ou même socialistes comme on l'a fait après le 11 mars 1975, c'était leur faire beaucoup d'honneur. »

« ... La transition au socialisme est une phase de crise ; donc, le processus de démarrage doit toujours se développer dans le cadre d'une désarticulation économique grave et prolongée. Il est logique et inévitable que le démantèlement des monopoles implique la disparition rapide des principaux centres de décision de la vie économique portugaise, tels qu'ils existaient jusqu'à maintenant, désorientant la vaste couche des chefs d'entreprises, petits et moyens. De tout cela résulte une tendance qu'il est possible et urgent de contrecarrer autant que le permettent les possibilités créatrices des travailleurs appuyés par le nouvel appareil d'Etat.

« La vacance du pouvoir de décision économique, jointe à la paralysie des nombreux canaux et processus par lesquels les grands groupes avaient réduit à l'état de satellites la petite et moyenne industrie et presque tous les centres de production, cette vacance doit être surmontée ; il y a pour cela une fonction que doit accomplir le nouvel appareil d'Etat et qui ne peut résulter de la simple réforme de cet appareil que nous a légué le fascisme.

« Il est urgent de mobiliser les moyens nécessaires pour permettre à l'appareil d'Etat d'assumer ses nouvelles responsabilités en liaison avec les travailleurs organisés de manière autonome. Seul le pouvoir des travailleurs pourra contribuer à la construction de cet appareil d'Etat. Sans le pouvoir des travailleurs, nous ne réaliserons pas l'appareil d'Etat dont nous avons besoin. Inversement, une organisation des travailleurs qui se construirait en ignorant la nécessité d'un appareil d'Etat ne constituerait pas un progrès décisif dans le sens d'une société socialiste. Il faudra créer des structures nouvelles ; il faudra reconnaître l'urgence de mettre sur pied des structures sectorielles qui accomplissent les tâches de la planification et qui exécutent ou orientent les restructurations qui mettront chacun des secteurs concernés au service de toute l'économie nationale. »

Martins Pereira : « Après les nationalisations, on s'est efforcé de garantir solennellement que le secteur nationalisé resterait étroitement limité et que le reste, la grande majorité de l'économie, continuerait à prospérer tranquillement sur la base de la propriété privée. Comme si l'on pouvait modifier les mécanismes traditionnels sans mettre en mouvement des processus qui investissent l'ensemble de l'économie, et qu'on ne peut enfermer dans des limites fixées bureaucratiquement. Au contraire, il fallait accentuer les modifications, pour ne pas rester prisonniers. Nous avons nationalisé les banques, par exemple, mais nous avons continué à les utiliser de la même façon que le faisaient les capitalistes, et moins bien qu'eux évidemment, parce qu'ils sont meilleurs dans leur propre rôle : les crédits ont été donnés sur la base des critères traditionnels, solvabilité, etc., au lieu d'en faire un instrument actif d'une politique économique différente... Et puis il y a le problème



des prix : Vasco Gonçalves, il y a un an, a prononcé un grand discours sur l'économie, dans lequel il déclarait qu'il fallait restituer la vérité des prix déformés arbitrairement par le régime fasciste qui protégeait certaines productions. Au lieu de rétablir la vérité des prix, nous aurions plutôt dû fixer à notre tour, avec d'autres critères de classes évidemment, des prix politiques, sans rester subordonnés aux mécanismes du marché. »

c) Crise, bataille de la production et restructuration

Si la crise économique mondiale met à l'ordre du jour les perspectives révolutionnaires, elle rend aussi plus difficile tout processus concret de construction d'autres rapports économiques et sociaux. Cette crise a pesé lourd dans la désorganisation de l'économie portugaise : en mai 1974, 18 % des entreprises se trouvaient en situation de faillite potentielle. Le gouvernement a dû accorder massivement des crédits (la masse monétaire a été de 71 milliards d'Escudos au lieu de 41 milliards). Cette injection de monnaie n'a cependant pas déséquilibré les circuits intérieurs puisqu'elle a été épongée par la fuite des capitaux et la thésaurisation. Les difficultés ont été particulièrement nettes dans certains secteurs, en particulier dans ceux qui dépendent fortement de l'extérieur comme l'agro-alimentaire, le textile et la construction navale. Les conséquences mécaniques de la crise économique mondiale sont ainsi venues s'ajouter au processus d'encerclement extérieur. Par ailleurs, les secteurs des matériaux de construction et du bâtiment ont aussi été gravement touchés : bien que les problèmes du logement soient importants (il manque plus de 500 000 logements), l'Etat ne s'est pas substitué à la construction privée qui s'est évidemment effondrée.

C'est dans ce contexte que le IV^e gouvernement provisoire a lancé l'idée de la bataille de la production. Pourtant ce slogan, popularisé mais insuffisamment expliqué, en particulier par le P.C.P., a été ressenti comme un mot d'ordre plaqué et volontariste. « Retrouvez vos manches » peut-être mais au service de qui ? contre qui ? Ne pas apporter de réponses, ne pas intégrer cela dans un processus de renforcement du pouvoir des travailleurs, laissait planer beaucoup d'ambiguïtés, y compris de très réactionnaires, sur le retour à l'ordre et à la discipline. Voici comment Joao Cravinho présentait cette orientation aux travailleurs de la Sorefane le 15 mai 1975, en venant les féliciter des initiatives prises dans l'entreprise pour tirer un meilleur parti des investissements existants (fonctionnement de certains ateliers par rotation) :

« La bataille de la production ne peut pas être artificiellement détachée de la situation générale du pays ; elle ne doit pas être réduite à une simple question morale. Elle est beaucoup plus que cela. Avant tout, la bataille de la production est une bataille politique, une bataille de classe, insérée dans un projet global de marche vers le socialisme, reflétant la tension entre les institutions, telles qu'elles sont constituées, et la dynamique du pouvoir des travailleurs. Il ne s'agit pas seulement d'établir une distinction entre bons et mauvais travailleurs, mais il s'agit



avant tout de libérer l'énergie créatrice des travailleurs, les conduisant à surmonter une crise indissociable du processus de transition au socialisme. L'anti-monopolisme à lui seul ne suffira jamais à assurer le démarrage de la phase de transition au socialisme. Ce démarrage devra résulter simultanément du démantèlement du pouvoir des monopoles et de la reconstruction de l'économie nationale dans le cadre d'une profonde modification des rapports de production en fonction des conditions particulières du Portugal. Nous devons agir dans ce sens et en tenant compte des considérations qui suivent. »

C'est dire qu'une telle bataille implique une réorientation de la production. Nécessaires mais pas suffisantes, les nationalisations n'ont pas été suivies d'une politique cohérente organisant le contrôle des travailleurs et réorganisant l'économie. La situation du secteur bancaire est significative à cet égard : six mois après leur nationalisation, les 28 banques portugaises continuaient à fonctionner de la même manière. Il aurait pourtant fallu restructurer rapidement ce secteur pour doter l'Etat d'outils efficaces : banques pour le commerce extérieur, l'agriculture, la construction, le développement... On mesure mieux l'enjeu quand on sait que ce secteur hyperdéveloppé au Portugal emploie près de 50 000 personnes et quelle était la répartition de l'épargne nationale qui se réalisait au travers du secteur bancaire : les crédits accordés au commerce étaient, en proportion de la valeur ajoutée du secteur, six fois plus élevés que ceux accordés à l'agriculture (5). L'existence d'une structure commerciale en bonne partie parasitaire (elle absorbe près du 1/4 du P.N.B.) de 200 000 unités fait par ailleurs écran entre consommateurs et producteurs et rend la planification difficile. On ne peut ignorer non plus que les conditions de travail sont aussi à transformer, en particulier le temps hebdomadaire qui est resté aux alentours de 44 h. Il ne s'agit pas cependant de faire des transformations volontaristes sans tenir compte des conditions locales. C'est pourtant l'erreur qui a été commise dans le Nord où certains militaires proches du P.C.P. ont voulu décréter le regroupement des lopins de terre pour créer des coopératives. La réaction de rejet des petits propriétaires était dès lors inévitable. Il n'était pourtant pas impossible de valoriser certaines traditions de culture collective que les fascistes avaient détruites en reboisant massivement.

L'objectif était clair : changer la nature du développement pour réduire la dépendance, ne plus dépendre de l'extérieur pour les produits essentiels, diversifier les marchés et les partenaires commerciaux, ne plus être obligé de faire immigrer une partie de la population active, ne pas donner une trop grande place à l'investissement extérieur, favoriser tout particulièrement l'agriculture. La difficulté principale se situe bien sûr au niveau de l'emploi surtout en période de crise. On ne peut accepter toute problématique qui oppose efficacité et emploi, comme celle présentée par Mario Menteira (6). Pour celui-ci il aurait fallu choisir entre une stratégie privilégiant la lutte

(5) *Conjoncture*, mai-juin 1975 : « Banco Português do Atlantico ».

(6) Mario Menteira : « La cohérence des stratégies économiques dépend de l'option politique », *Expresso*, 26 juillet 1975



contre le chômage quitte à accepter une faible productivité et une stratégie de réduction du déficit extérieur fondé sur une croissance rapide. Cette alternative simpliste est erronée : d'une part elle laisse entendre que la lutte contre le chômage serait forcément irrationnelle ; d'autre part elle conduit implicitement à la conclusion que seule l'ouverture vers la C.E.E. est payante. Il s'agit plutôt d'inventer une stratégie de réorientation des forces productives, suffisamment planifiée pour ne pas accroître le chômage et entraîner des démantèlements de concentration ouvrière. Cela rejoint d'ailleurs les problèmes posés par certaines luttes sur l'emploi : il faut se battre pour le plein emploi mais sans pour autant cautionner une orientation conservatrice de l'économie...

*
* *

Toutes ces difficultés, erreurs, retards compréhensibles après des années de fascisme ont eu de graves conséquences politiques. Il ne s'agit pas d'abord de l'effondrement de l'économie car ce n'est pas au niveau économique que se joue principalement la révolution portugaise ; il s'agit plutôt de la non-réalisation de l'alliance de classe entre ouvriers, paysans et petite bourgeoisie qui était seulement potentielle après le 25 avril 1974. C'est en effet à ce niveau, celui de la construction de l'unité populaire, que les difficultés économiques sont intervenues.

Au sein même des travailleurs, les rivalités entre secteurs et entreprises n'ont pas toujours été dépassées ; le P.C.P. a d'ailleurs une responsabilité particulière dans ce domaine (par exemple en refusant le salaire de 7 000 Escudos aux métallos de la T.A.P. alors qu'il l'accordait à d'autres secteurs...). Il ne s'agit pas pour autant de dire qu'il y a eu coupure au sein de la classe ouvrière, même si les travailleurs des petites entreprises, isolés des grandes concentrations ouvrières, ont été de fait en retrait par rapport à l'évolution politique.

Les principaux oubliés ont été les petits paysans du Nord et du Centre. Coincés entre l'augmentation du prix des engrais et du coût de la vie et l'absence de crédits, leur situation économique s'est plutôt détériorée. De la même manière le mécontentement des employés et fonctionnaires a grandi devant une politique qu'ils considéraient comme trop exclusivement ouvrière. A partir de là le fossé entre les concentrations industrielles de Lisbonne et des grandes villes, et le reste du pays, s'est creusé, permettant ainsi le retour en force du P.S.P. qui attendait son heure en cristallisant les mécontentements. Ainsi plus que par l'habileté manœuvrière de Soarès, le recul actuel s'explique par les retards économiques et politiques dans la construction de l'unité populaire et par la prédominance d'une conception jacobine dans la résolution des problèmes concrets. Il ne s'agit donc pas de dire, comme cela a été répété, que le processus a été trop rapide ; il a au contraire été beaucoup trop lent comme l'analyse des difficultés économiques l'a montré.

On ne peut donc négliger dans un processus révolutionnaire les problèmes économiques (de la même manière qu'on ne peut négliger la question de l'armée).



Yves Barou
**Portugal : crise économique
et stratégie révolutionnaire**

Critique Socialiste
Numéro 25
Avril - mai - juin 1976
Pages 28 à 45

Un certain nombre de questions nous sont ainsi posées, qui sont bien évidemment directement politiques : dans un processus révolutionnaire quelle cohérence d'ensemble ? Assurée par qui ? Dans quel lieu ? Comment limiter les conséquences de la désorganisation capitaliste ? Comment jeter les bases d'autres choses ? Comment répondre à la crise ? En relançant par la consommation comme le propose la gauche ?... En fait, et c'est ce qu'ont ressenti beaucoup de camarades portugais, la réflexion du mouvement ouvrier est très pauvre dans ce domaine : il n'y a guère que quelques livres très théoriques sur la transition ! Au-delà d'un programme commun qui n'apporte aucune réponse aux interrogations de fond, se fait sentir la nécessité d'un programme économique et politique pour la construction du socialisme, articulant les divers niveaux de luttes dans le cadre d'une stratégie d'alliances de classes cohérente. A chacun de faire en sorte que la réflexion en ce domaine ne soit pas laissée à quelques-uns !